



Assemblée générale

Distr.
GENERALEA/44/587
2 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAISQuarante-quatrième session
Point 74 de l'ordre du jour

EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

Rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour
l'étude des effets des rayonnements ionisants

1. Le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants 1/ a tenu sa trente-troisième session au Centre international de Vienne, du 8 au 12 mai 1989. M. K. H. Lokan (Australie), M. J. Maisin (Belgique) et M. E. Létourneau (Canada) ont rempli respectivement les fonctions de président, vice-président et rapporteur.
2. Le Comité a pris acte de la résolution 43/55 de l'Assemblée générale, du 6 décembre 1988, par laquelle l'Assemblée a, entre autres, approuvé les plans formulés par le Comité scientifique en vue de la poursuite de ses activités et l'a prié de continuer à examiner les questions qui se posent dans le domaine des doses et des effets des rayonnements et de lui faire rapport lors de sa quarante-quatrième session.
3. Dans le cadre des débats techniques, le Comité a examiné son programme de travail à venir. Il a étudié un certain nombre de problèmes susceptibles de nécessiter un examen détaillé, sur la base de documents établis par le Secrétariat et a mené de nouveaux débats à leur propos; il a décidé d'entreprendre des études dans les domaines suivants : les doses de rayonnement d'origine naturelle; les doses de rayonnement ambiant provenant de sources créées par l'homme; la radiothérapie, son utilisation et ses incidences dans le monde; les irradiations professionnelles, leurs tendances; les effets des rayonnements ambiants sur la faune et la flore; étude épidémiologique des effets des rayonnements sur l'homme; effets d'une irradiation prénatale sur le développement du cerveau de l'embryon et du fœtus humains; incidences de la dose et de l'intensité d'irradiation sur la réaction à l'irradiation; mécanismes en raison desquels l'irradiation cause le cancer; effets de stimulation de faibles doses de rayonnement; effets mutagènes des rayonnements sur l'homme; et perception des risques des rayonnements. On a identifié d'autres questions qui intéressaient le Comité et à l'étude desquelles il pouvait apporter une contribution scientifique. Le Comité continuera notamment

d'étudier la question des théories et méthodes concernant l'évaluation comparative des effets, des interactions et des risques des produits chimiques toxiques et des rayonnements et mettra à profit l'expérience acquise par les organisations internationales et les organismes scientifiques.

4. Le Comité a débattu du type d'information qu'il souhaitait obtenir auprès de diverses sources afin de continuer son évaluation des radio-expositions et de leurs effets et a émis des directives quant à la présentation et au contenu des documents que le Secrétariat doit établir sur chacun des sujets susmentionnés.

5. Le Comité a espéré que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique continueraient à l'aider dans ses travaux, en particulier en lui fournissant des informations pertinentes sur les sujets retenus pour le prochain programme d'étude, afin que ses débats puissent s'appuyer sur un ensemble d'informations scientifiques et techniques aussi large et à jour que possible.

6. Le Comité a noté avec satisfaction que son rapport de 1988 à l'Assemblée générale 2/, assorti d'annexes scientifiques, était paru comme publication des Nations Unies destinée à la vente, ce qui avait permis de tenir la communauté internationale informée de ses évaluations de base des rayonnements. Le nombre élevé de sujets inclus dans le prochain programme de travail du Comité montrait que la nécessité de faire rapport sur les sources, les effets et les risques des rayonnements ionisants continuait à se faire sentir.

7. Le Comité a reconnu que l'exécution de ses futurs plans constituerait une charge de travail considérable pour les ressources humaines actuellement disponibles au secrétariat. En conséquence, il a demandé à nouveau qu'un appui plus adéquat soit dispensé au secrétariat et qu'à ce titre les effectifs complémentaires autorisés soient nommés sans délai, dans leur totalité.

8. Le Comité a décidé de tenir sa trente-neuvième session du 14 au 18 mai 1990, au Centre international de Vienne.

Notes

1/ Le mandat du Comité, qui a été défini par l'Assemblée générale à sa dixième session en 1955, est énoncé dans la résolution 913 (X) du 3 décembre 1955. Le Comité comprenait à l'origine les Etats Membres suivants : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Japon, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques. Par sa résolution 3154 C (XXVIII) du 14 décembre 1973, l'Assemblée générale a décidé d'augmenter de cinq au maximum le nombre des membres du Comité, et les Etats suivants ont été nommés membres du Comité : Allemagne (République fédérale d'), Indonésie, Pérou, Pologne et Soudan. Par sa résolution 41/62 B du 3 décembre 1986, l'Assemblée générale a porté à 21 membres la composition du Comité et a invité la Chine à en devenir membre.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 45 (A/43/45).